ASSEMBLÉE NATIONALE

13 octobre 2023

PLFSS POUR 2024 - (N° 1682)

Non soutenu

AMENDEMENT

N° AS1782

présenté par

Mme Ranc, M. Allisio, Mme Auzanot, M. Ballard, M. Barthès, M. Baubry, M. Beaurain, M. Bentz, M. Berteloot, M. Bilde, M. Blairy, Mme Blanc, M. Boccaletti, Mme Bordes, M. Bovet, M. Buisson, M. Cabrolhier, M. Chenu, M. Chudeau, Mme Colombier, Mme Cousin, Mme Da Conceicao Carvalho, M. de Fournas, M. de Lépinau, M. Dessigny, Mme Diaz, M. Dragon, Mme Engrand, M. Falcon, M. François, Mme Galzy, M. Giletti, M. Gillet, M. Girard, M. Gonzalez, Mme Florence Goulet, Mme Grangier, M. Grenon, M. Guiniot, M. Guitton, Mme Hamélet, M. Houssin, M. Jacobelli, Mme Jaouen, M. Jolly, Mme Laporte, Mme Le Pen, Mme Lechanteux, Mme Lelouis, M. Lopez-Liguori, Mme Lorho, M. Loubet, M. Marchio, Mme Martinez, Mme Alexandra Masson, M. Bryan Masson, M. Mauvieux, M. Meizonnet, Mme Menache, M. Meurin, M. Ménagé, M. Odoul, Mme Mathilde Paris, Mme Parmentier, M. Pfeffer, Mme Pollet, M. Rambaud, M. Rancoule, Mme Robert-Dehault, Mme Roullaud, Mme Sabatini, M. Sabatou, M. Salmon, M. Schreck, M. Jean-Philippe Tanguy, M. Taverner, M. Tivoli et M. Villedieu

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 23, insérer l'article suivant:**

L'avant-dernière phrase du deuxième alinéa de l'article L. 162-21-3 du code de la sécurité sociale est ainsi modifiée :

1° Les mots : « ne pouvant excéder trois » sont remplacés par les mots : « de cinq » ;

2° Les mots : « peut être » sont remplacés par le mot : « est ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le Haut conseil pour l'Avenir de l'Assurance Maladie recommande que « les textes dans le champ de la santé, dont la LFSS, » soient la déclinaison d'un cadre interministériel, définissant une trajectoire à cinq ans des objectifs, activités et ressources du système de santé (rapport portant sur la régulation du système de santé de 2021). Les textes en questions « devraient être radicalement simplifiés et fournir une information plus transparente et hiérarchisée. ». Il recommande également « une fixation des tarifs et des prix sur un horizon pluriannuel » allant « de pair avec la régulation pluriannuelle de l'ONDAM ».

Or, il apparaît réellement essentiel que le protocole mentionné à l'article L 162-21-3 du code de la sécurité sociale, signé entre l'État et les représentants des organisations nationales les plus représentatives des établissements de santé publics et privés, soit non seulement établi pour une période de cinq ans – en cohérence avec les lois de programmation des finances publiques et ces recommandations – mais également que sa signature devienne impérative.

En effet, le secteur de la santé est l'un des rares à ne pas bénéficier d'un horizon à 5 ans : les lois de programmation de la Justice, de l'Énergie, et Militaire sont d'une durée de 5 à 6 ans tandis que les trajectoires de financement des conventions médicales sont définies pour 5 ans. De plus, le premier protocole de pluriannualité, signé en février 2020 par les fédérations hospitalières et le ministère de la Santé pour une durée de 3 ans, a pris fin le 31 décembre 2022.

Ainsi, l'ensemble des fédérations d'établissements de santé publics et privés considère comme indispensable le fait de renouveler ce protocole pour une entrée en vigueur dès 2024 afin de disposer d'une visibilité pluriannuelle des ressources. Cet amendement, de bon sens, est nécessaire dans un contexte de dégradation de la situation financière des établissements et de remontée des taux d'intérêt. Il est d'ailleurs proposé par la FHP, la FHF, la FEHAP, Unicancer et la FNEHAD.